

De Wever en route vers une coalition de centre-droit

■ L'informateur remet son rapport au Roi. Il devrait plaider pour un gouvernement sans PS.

Ce mardi, Bart De Wever retourne chez le Roi. Il doit lui remettre un nouveau rapport sur sa mission d'information. En principe, c'est un rapport définitif. Mais on souligne : "en principe". Bart De Wever pourrait prolonger un peu sa mission. Ou passer le témoin pour passer à une phase ultérieure vers la formation d'un gouvernement fédéral. Car comme le chef de file de la N-VA lui-même le disait vendredi, "les choses se sont clarifiées".

Faut-il rappeler l'annonce, jeudi, d'une alliance entre le PS et le CDH dans les entités fédérées du sud du pays et celle, le lendemain, d'un accord entre la N-VA et le CD&V pour la Communauté flamande. Une annonce qui a aussitôt fait réagir l'Open VLD, fâché d'être écarté du pouvoir en Flandre, et qui fait valoir qu'il n'est dès lors plus disponible pour le fédéral.

Toutes les exclusives mises ensemble, il ne resterait à ce jour plus que deux formules crédibles pour le gouvernement fédéral. Premièrement, la coalition miroir, autrement appelée confédérale, celle qui réunirait l'axe PS-CDH en chantier en Wallonie et à Bruxelles et le duo N-VA/CD&V qui prend racine en Flandre. L'autre formule, c'est une coalition de centre-droit reprenant N-VA et CD&V d'un côté, le MR et le CDH de l'autre.

Le CDH sur la crête

C'est la seconde formule qui a la préférence de l'informateur. Le leader nationaliste a répété durant toute la campagne que l'enjeu du scrutin, c'est le

choix entre le modèle PS ou le modèle N-VA. Ce n'est pas pour se vanter, au lendemain du scrutin, de vouloir marier les deux.

Mais cette formule présente de sérieuses difficultés. Notamment celle de convaincre les deux partis francophones pressentis, le CDH et le MR, de sceller une coalition avec la N-VA alors qu'ils avaient juré leurs grands dieux avant les élections qu'ils ne gouverneraient pas avec les nationalistes flamands. Il faudra aussi leur faire accepter d'être minoritaires sur le banc francophone de la majorité fédérale. A deux, MR et CDH totalisent seulement 29 sièges sur les 63 que compte le groupe linguistique francophone.

Pour difficile qu'elle soit, une alliance N-VA/CD&V/MR/CDH ne semble pas non plus impossible. Le MR n'aurait, dit-on, plus trop de scrupules après le

mauvais coup que le PS lui a joué dans les Régions et à la Communauté française. Le CDH sera plus dur à dégeler. L'écart entre son programme socio-économique et celui de la N-VA reste abyssal. Et puis, il mesure bien tout le risque qu'il y aurait d'être dans les gouvernements régionaux avec le PS et au fédéral sans lui – gare au grand écart.

Mais le CDH est toujours en course. Les humanistes ont d'ailleurs participé à une réunion, vendredi, avec des techniciens de la N-VA qui voulaient les entendre sur leurs propositions fiscales. C'était "une réunion purement technique", insiste-t-on au CDH. Certes. C'est quand même le signe que les humanistes n'ont pas coupé les ponts.

La préférence penche vers la droite

Le CDH pourrait au fond tirer quelques avantages d'une éventuelle participation à un gouvernement de centre-

droit au fédéral. Singulièrement celui de prouver à tous qu'il n'est pas "scotché" au PS, contrairement à ce qu'on lui reproche à nouveau depuis l'annonce de son alliance régionale avec les socialistes.

Le CDH serait par ailleurs mis sous pression par son parti frère, le CD&V. Celui-ci redoute un scénario alternatif : celui d'une coalition fédérale de centre-droit avec le MR comme seul parti francophone à bord. Le CD&V n'en veut pas car il implique la participation de l'Open VLD, sans qui la majorité ne serait pas possible au fédéral. La famille libérale deviendrait alors la première et pourrait dès lors revendiquer le poste de Premier ministre. Une tuile pour le CD&V, qui semble avoir fait son deuil du poste de ministre-Président flamand et logne désormais sur le 16, rue de la Loi.

Tout cela accrédié en tout cas la thèse selon laquelle Bart De Wever tentera de jeter les bases d'une coalition de centre-droit. Avec le CDH ou, à défaut, avec l'Open VLD. Rempilera-t-il lui-même comme informateur ou affublé d'un autre titre ? C'est possible. Mais pas certain.

Il est prématuré de vouloir déjà commencer la formation du prochain gouvernement. "Je ne me mets pas à table si je ne connais pas le menu ni le prix que je vais payer", tempore un responsable de parti. Un préformateur pourrait dès lors être désigné pour tenter d'amener de possibles futurs partenaires à la négociation. Le choix pourrait se porter sur un libéral francophone. Un choix tactique. Le MR est idéologiquement le plus proche de l'Open VLD et, linguistiquement, du CDH. Or, c'est l'un de ces deux partis qui détient la clé d'une éventuelle coalition de centre-droit.

Vincent Rocour

"Le CDH pourrait tirer quelques avantages d'une éventuelle participation à un gouvernement de centre-droit au fédéral.

Singulièrement celui de prouver à tous qu'il n'est pas "scotché" au PS, contrairement à ce qu'on lui reproche à nouveau."